

INTERNATIONALISME

Après 70 ans, quelle actualité de la IV^e Internationale ?

lundi 1er décembre 2008, par [MALEWSKI Jan](#) (Date de rédaction antérieure : septembre 2008).

Sommaire

- [A contre-courant](#)
- [Nouvelle situation mondiale](#)
- [Axes programmatiques](#)
- [Les acquis à préserver](#)
- [Nouvelle époque, nouveau \(...\)](#)

Proclamée le 3 septembre 1938, à l'issue d'une conférence internationale tenue dans des conditions de clandestinité — dans une grange de banlieue parisienne, appartenant à Alfred Rosmer, à Périgny [1] — la IV^e Internationale est le produit des défaites historiques du mouvement ouvrier.

Elle aurait pu être proclamée cinq ans auparavant, en juillet 1933, si l'Opposition de gauche internationale n'avait pas tenté de tout faire pour regrouper en son sein les courants de gauche en rupture, même partielle, avec la social-démocratie et le stalinisme. Ces derniers — dont certains se sont regroupés dans le Bureau de Londres autour de l'Independent Labour Party — après avoir hésité et tergiversé, ont finalement abandonné le projet d'une nouvelle Internationale.

A contre-courant

C'est en effet à l'issue de la victoire de Hitler en Allemagne (février 1933) et devant l'absence de réaction à la tragédie allemande au sein de l'Internationale communiste (la III^e), que Trotsky et l'Opposition de gauche internationale ont conclu que, totalement soumis aux intérêts diplomatiques de Staline, cette Internationale avait failli et devait être remplacée par des nouveaux partis et une Internationale nouvelle.

Les cinq années qui ont suivi cette décision furent marquées par la contre-révolution stalinienne et le massacre massif en URSS des militants bolcheviks et des dirigeants communistes étrangers réfugiés, dont les procès de Moscou ne constituaient que le sommet de l'iceberg, par l'organisation des défaites des mouvements de masse en France et en Espagne sous l'égide de l'alliance entre la social-démocratie et les staliniens, par la défaite des ouvriers autrichiens devant l'*Anschluss*, l'invasion de l'Éthiopie, le début de la guerre japonaise en Chine, la dissolution par l'Internationale communiste du PC de Pologne et l'assassinat de la quasi-totalité de ses dirigeants en URSS... La seconde guerre mondiale, qui fera disparaître des traditions et des cultures comme des continents engloutis, allait suivre. Deux décennies seulement après que la révolution russe ait ouvert une nouvelle ère historique, mobilisant espoirs et enthousiasme, pour la classe ouvrière mondiale il était « minuit dans la siècle ».

La fondation de la IV^e Internationale fut dans ces conditions un acte de résistance, une tentative de sauver l'avenir, de préserver et de continuer à enrichir le marxisme vivant. Ceux qui ont entrepris cette tâche étaient peu nombreux. Ils subissaient la répression bourgeoise. Ils étaient pourchassés et assassinés par les agents staliniens : en 1937, le secrétaire de Trotsky en Norvège et membre du secrétariat international, Erwin Wolf, était enlevé et assassiné en Espagne. Ignacy Reiss, un des dirigeants du réseau d'espionnage soviétique en Europe, qui avait envoyé sa démission à Staline et annoncé son adhésion à la IV^e Internationale, fut abattu en Suisse en 1937. En février 1938, Léon Sedov, le fils de Trotsky en charge des contacts avec l'Opposition de gauche soviétique, mourait dans des conditions très suspectes dans une clinique parisienne. En juillet 1938, Rudolf Klement, secrétaire administratif de la IV^e Internationale, responsable de la préparation de la Conférence de fondation, fut assassiné à Paris et de nombreux documents préparatoires de la conférence disparurent avec lui...

Outre Léon Trotsky, dirigeant historique de la révolution russe, on remarquait dans les rangs de ceux qui s'attelèrent à la construction de la IV^e Internationale plusieurs dirigeants historiques des partis communistes — le chinois Chen Du Xiu, l'italien Pietro Tresso, le grec Pantelis Pouliopolos, l'américain James P. Cannon. Mais la majorité étaient des jeunes, une nouvelle génération militante qui s'était levée pour préparer la contre-offensive. « *Il me faut encore cinq ans pour assurer la transmission de l'héritage (c'est-à-dire munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération)* », notait Trotsky dans son journal en mars 1935.

Au congrès de fondation une vingtaine de délégués représentaient les organisations de onze pays : Afrique du Sud, Allemagne, Angleterre, Australie, Belgique, Brésil, États-Unis, France, Grèce, Italie, Pays-Bas, Pologne, URSS. Dix-neuf autres pays, où des groupes appartiennent ou ont des contacts avec l'Internationale en construction, sont mentionnés dans les procès verbaux : Argentine, Autriche, Bolivie, Canada, Chili, Chine, Cuba, Espagne, Danemark, Indochine, Mexique, Norvège, Porto Rico, Roumanie, Saint-Domingue, Suisse, Tchécoslovaquie, Uruguay, Venezuela. Au total, les forces représentées sont très faibles — seule la section des États-Unis dépasse le millier de membres (2500 selon le procès-verbal). Les Allemands, Autrichiens et Italiens sont pour la plupart des exilés et le contact avec la section soviétique — une section de déportés dans les isolateurs et les camps de travail — a déjà été rompu.

Notons enfin que le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP, France), dirigé par Marceau Pivert, et le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM, Espagne), qui souhaitaient participer en tant qu'observateurs à la conférence, n'ont pu être invités du fait des conditions de clandestinité de celle-ci — une seule journée de réunion plénière.

Nouvelle situation mondiale, nouvelle Internationale

Le tournant en juillet 1933 de l'Opposition de gauche internationale vers la construction de nouveaux partis et d'une Internationale nouvelle a lieu dans une situation très différente de celle qui a conduit à la constitution des trois Internationales précédentes. Polémiquant avec le délégué polonais Hersch Mendel Stockfish ("Karl"), opposé à la proclamation de la IV^e Internationale car « *Nous n'avons pas la direction des masses* », Pierre Naville s'exprimait ainsi, lors de la session plénière de la Conférence de fondation : « *Au lieu de tirer argument des analogies dans la succession des Internationales, il faut voir les situations concrètes, la situation originale dans chaque cas. La Première est née du néant, le prolétariat s'affirma comme classe internationale, c'est tout. Elle ne dirigea aucune lutte et fut mêlée aux mouvements petits-bourgeois. La Deuxième fut liée à des appareils d'État, n'avait pas de concurrentes, ne se considérait d'ailleurs pas officiellement comme continuatrice de la Première Internationale. La Troisième n'a pu liquider la*

Seconde. Elle aussi est devenue un appendice étatiste. Elle subsiste à côté avec la Deuxième. (...) C'est une situation unique qu'il faut analyser comme telle. Il faut sortir de l'imprécision. (...) Nous devons avoir une organisation délimitée et non un champ de manœuvres pour tous les courants confus. Seront membres ceux qui accepteront le programme, les statuts, les décisions. Ce n'est pas une Internationale "définitive". Aucune n'est définitive. Nous ne proclamons pas l'Internationale victorieuse. Nous voulons une figure nette, pour préparer les meilleures conditions de lutte. Les Internationales ne sont pas des cadres figés. Ce sont des organisations de lutte. Leur forme correspond à leur mission dans un stade donné. La nôtre dans la situation mondiale actuelle consiste à faire cesser certaines équivoques et à faciliter ainsi le rassemblement autour de nous. » [2]

Les axes programmatiques de sa formation devaient définir une nouvelle identité programmatique, tirant les enseignements des expériences des défaites accumulées par le mouvement ouvrier — victoires du fascisme, contre-révolution stalinienne — car les références aux acquis programmatiques du passé, du Manifeste communiste aux résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, ne suffisaient plus pour l'orientation des luttes ouvrières, alors qu'au moins un nouvel acteur — le stalinisme — avait fait son apparition dans la lutte des classes.

La dégénérescence stalinienne n'était pas la répétition de la bureaucratisation du mouvement ouvrier par une intégration croissante de ses élites au sein de la société bourgeoise, bureaucratisation qui avait fait sombrer la social-démocratie en 1914. Les partis communistes continuaient à regrouper la grande majorité de militants s'identifiant à la révolution prolétarienne. Hors de l'URSS le discours sur le « socialisme dans un seul pays » n'était pas perçu par les militants communistes comme une soumission absolue des intérêts de la classe ouvrière mondiale aux besoins des élites de l'État soviétique. Ces militants n'imaginaient pas que les intérêts du Kremlin étaient opposés à ceux des travailleurs du monde entier. Les zigzags de la politique imposée par le Kremlin à l'Internationale communiste étaient, au mieux, identifiés à des erreurs. Seule une petite minorité autour de L. Trotsky, qui allait se regrouper au sein de la IV^e Internationale, percevait la contre-révolution en cours en URSS, le rôle social particulier de la bureaucratie soviétique, ses intérêts divergents et de plus en plus antagoniques avec ceux du prolétariat mondial. Ce « *centrisme bureaucratique (stalinisme)* » [3] allait récupérer la radicalisation des masses au cours des décennies suivantes.

Les enseignements de ces expériences furent synthétisés en 1933 dans les « Onze points de l'opposition de gauche internationale », élaborés en février 1933 et révisés en juillet de la même année en ce qui concerne la nécessité de la création d'une nouvelle Internationale. Ils ont constitué le premier socle programmatique de la nouvelle Internationale.

Axes programmatiques

Il vaut la peine de se pencher sur ce que ce programme — au-delà des formules et des termes qui ont vieilli — garde aujourd'hui encore de son actualité :

1. « L'indépendance du parti prolétarien » était argumentée par des exemples alors récents : la politique de collaboration avec le Kuomintang imposée au PC chinois (qui provoqua l'écrasement de la révolution chinoise de 1927) et celle du comité anglo-russe (un accord au sommet, dans le dos des travailleurs, avec la bureaucratie syndicale britannique, qui paralysa la grève générale en Grande-Bretagne). Aujourd'hui pourtant cette thèse reste le discriminant qui sépare ceux qui sont prêts à gouverner avec les sociaux-libéraux (expériences récentes de la « gauche plurielle en France » ou du gouvernement Lula au Brésil) et ceux qui refusent de soumettre le mouvement ouvrier aux exigences des alliances gouvernementales. Son actualité reste entière.

2. « La reconnaissance du caractère international et par là permanent de la révolution prolétarienne, le rejet de la théorie du socialisme dans un seul pays comme de la politique du national-bolchévisme ». La disparition de l'URSS et la restauration du capitalisme dans la quasi-totalité des pays où il fut renversé — à l'exception de Cuba, dont la direction politique a toujours, même de manière inconséquente, soutenu une orientation internationaliste — témoigne *a posteriori* de la justesse de cette thèse. La mondialisation capitaliste, avec l'internationalisation accrue du marché du travail qui l'accompagne et la mise en concurrence des travailleurs pour justifier leur exploitation accrue, témoignent de l'actualité de cette thèse.

3. « La reconnaissance de L'État soviétique comme un État ouvrier en dépit de la dégénérescence croissante du régime bureaucratique » . La disparition de cet État et de la quasi-totalité des États construits à son image a privé cette thèse d'actualité. Dans l'histoire de la IV^e Internationale les débats sur la caractérisation de l'État soviétique ont produit de nombreux désaccords et des scissions — d'autant plus que la section soviétique disparut sous les coups de la répression stalinienne dans les années 1930. Contrairement à la thèse de l'Opposition de gauche, en 1989-1991 les travailleurs de l'URSS et des pays de l'Est n'ont pas défendu « *l'État soviétique contre l'impérialisme et contre les agents de la contre-révolution à l'intérieur* ». Pourtant la très forte réduction des salaires et des conditions de vie subie par les travailleurs de ces pays au cours de la restauration du capitalisme dans les années 1990 indique, *a contrario*, qu'il y avait encore des acquis sociaux à défendre même si les États post-staliniens ne les défendaient plus.

4. « Condamnation de la politique économique de la fraction stalinienne, aussi bien dans sa phase d'opportunisme économique de 1923 à 1928 (...) que dans sa phase d'aventurisme économique de 1928 à 1932 ». Nul doute que ces thèses ont perdu de leur actualité aujourd'hui, après la restauration du capitalisme en Russie, en Europe centrale et en Chine. Elles peuvent pourtant encore servir d'indicateur pour la réflexion concernant l'économie de la période de transition...

5. « Reconnaissance de la nécessité d'un travail communiste systématique dans les organisations prolétariennes de masse, particulièrement les syndicats réformistes ». Il s'agissait alors de tirer un bilan de la construction des « syndicats rouges », minoritaires, et des appels systématiques des Partis communistes dans leur « troisième période » (ultra-gauche) à des grèves générales minoritaires, politique qui, en particulier en Allemagne, a fait le lit du fascisme. La mise en pratique de cette thèse par les organisations très marginales de la IV^e Internationale avant 1968 — y compris à travers « l'entrisme » dans les grands partis ouvriers — leur a permis d'éviter l'isolement de leurs militantes et militants et d'acquérir l'expérience du militantisme ouvrier. L'institutionnalisation croissante des syndicats réformistes aujourd'hui, leur adaptation de plus en plus forte aux contre-réformes bourgeoises, les modifications des rapports de forces au sein du mouvement ouvrier (affaiblissement et perte croissante de légitimité des appareils réformistes) a mis depuis à l'ordre du jour dans une série de pays la construction de nouveaux syndicats (Solidaires en France, syndicats de base en Italie...), et les militant(e)s de la IV^e Internationale ont pris part — non sans hésitations et débats [4] — à leur construction. Mais si la naissance et le renforcement de ces nouveaux syndicats de lutte modifient la manière de poser la question de l'unité ouvrière, cette dernière garde toute son actualité : pour permettre des mobilisations puissantes des travailleurs, ces nouveaux syndicats doivent toujours trouver les voies d'unité d'action avec les syndicats réformistes en prenant appui avec les syndicalistes combatifs au sein de ces derniers et en cherchant à mettre en mouvement leurs directions ossifiées.

6. « **Rejet de la formule de la “dictature démocratique des ouvriers et des paysans” en tant que régime séparé, distinct de la dictature du prolétariat (...), rejet de la théorie antimarxiste de la “transcroissance” pacifique de la dictature démocratique en dictature socialiste.** » **Si l’on s’arrête aux termes employés, la formule semble d’un autre monde. Le terme « dictature du prolétariat », que le stalinisme a identifié avec la dictature bureaucratique imposée au prolétariat — ce que le communiste yougoslave Ante Ciliga a à juste titre nommé « le mensonge déconcertant » en 1938 —, a perdu tout son sens. Mais derrière cette formule se cache une conception stratégique essentielle de la transformation sociale : l’idée que dans leur lutte pour une société égalitaire et démocratique les travailleurs ne peuvent se soumettre à la direction d’une fraction privilégiée de la société, qu’ils doivent être prêts à assumer l’affrontement avec ceux qui défendent leurs privilèges et que ce ne sont pas les travailleurs, majoritaires, qui déterminent les conditions de cet affrontement mais bien la minorité qui les opprime et qui est prête — on le voit encore dans l’actualité bolivienne ou vénézuélienne — à recourir à la violence pour sauvegarder sa place privilégiée. Toute théorisation du caractère « pacifique » de la transformation sociale vers l’émancipation des travailleurs conduit à les désarmer face à la violence de l’ennemi de classe. En ce sens, le « sixième point » garde toute son actualité.**

7. « **Reconnaissance de la nécessité de mobiliser les masses sous des mots d’ordre de transition (...)** et particulièrement sur des mots d’ordre démocratiques ». **Le programme de transition, adopté par la Conférence de fondation de la IV^e Internationale, a élaboré la question des mots d’ordre transitoires. Il s’agit de formuler les revendications à partir du niveau de conscience des masses, de leurs préoccupations essentielles, pour les conduire à saisir la nécessité de la remise en cause du système capitaliste dans son ensemble. Autrement dit, de partir des exigences telles qu’elles sont comprises pour aller vers l’unité et l’auto-organisation des travailleurs, condition nécessaire pour l’auto-émancipation du prolétariat. La question des « mots d’ordre démocratiques » — celle de l’assemblée constituante ou du processus constituant là où même la démocratie formelle est absente (par exemple dans les institutions de l’Union européenne) — a été soulignée en rupture avec les débats des V^e et VII^e Congrès de l’Internationale communiste, marqués par le cours ultra-gauche dit « de la troisième période ». L’ensemble de cette thèse reste d’une actualité brûlante aujourd’hui.**

8. « **Reconnaissance de la nécessité de développer une politique de front unique** vis-à-vis des organisations de masse de la classe ouvrière, tant syndicales que politiques, y compris la social-démocratie en tant que parti. » **Alors, il s’agissait de rompre avec les politiques sectaires (refus de lutte commune aux côtés du « social-fascisme ») et opportunistes (« bloc avec les dirigeants sans les masses et contre elles », comme cela fut mené dans le cadre du « comité anglo-russe » et, plus tard, dans les « fronts populaires »).** La question de la réalisation de l’unité des travailleurs, alors que ceux-ci sont historiquement divisés au sein des partis et syndicats aux directions desquels ils continuent de faire confiance, exige de la part des organisations révolutionnaires la capacité de trouver des terrains de lutte qui permettent la mobilisation des masses. Cela implique de s’adresser aux directions réformistes pour leur proposer d’agir ensemble. Même si la social-démocratie a connu au cours de ces dernières années une institutionnalisation accélérée et donc une évolution sociologique qui en fait de plus en plus des partis de notables au sein desquels les travailleurs sont de moins en moins nombreux, tant qu’elle continue (à tort) d’apparaître à des secteurs des masses comme pouvant les aider à réaliser une partie au moins de leurs revendications, les révolutionnaires doivent exiger de la direction social-démocrate l’engagement dans les luttes. De tels fronts uniques permettent de construire des mobilisations unitaires (par exemple la lutte victorieuse contre le « Contrat Première

Embauche » en France en 2006), ou de remporter des victoires démocratiques (un front unique partiel pour le « non » au référendum européen en France en 2005 et en Irlande en 2008). L'actualité de la thèse reste donc évidente.

9. « Rejet de la théorie du social-fascisme » . Très actuelle en 1933, cette thèse a perdu aujourd'hui son actualité, car même les staliniens l'ont abandonnée. Il n'en reste pas moins que certaines organisations sectaires continuent à agresser — et même à assassiner — ceux qui ne se soumettent pas à leur direction, tel le Parti communiste philippin ou le Sendero luminoso péruvien... A l'origine de tels agissements on trouve la conception stalinienne du monopartisme — comme si la classe ouvrière n'était pas diverse et divisée mais monolithique — qui a conduit à cette théorisation stalinienne néfaste. Le rejet d'une telle « théorie » c'est aussi l'affirmation du droit des travailleurs à se doter de représentations politiques diverses. Et cela est toujours actuel.

11. « Lutte pour le regroupement des forces révolutionnaires de la classe ouvrière mondiale (...) nécessité d'une Internationale communiste authentique capable d'appliquer les principes énumérés ci-dessus. **» C'est l'affirmation que l'Internationale communiste — qui sera dissoute par Staline en 1943 — n'était plus réformable. Et donc celle de la nécessité d'une nouvelle Internationale. Il faut souligner — ce n'est pas un hasard — que la formulation commence par « Lutte pour le regroupement des forces révolutionnaires ».** Entre 1933 et 1938, avant de proclamer la IV^e Internationale, l'Opposition de gauche internationale et Trotsky avaient multiplié les tentatives de regroupement des forces révolutionnaires. Dans une lettre à Marceau Pivert, Trotsky écrivait clairement : *« Les bolcheviks-léninistes se considèrent comme une fraction de l'Internationale qui se bâtit. Ils sont prêts à travailler la main dans la main avec les autres fractions réellement révolutionnaires »*. [5] Les conditions de la fondations de la IV^e Internationale — à l'aube de la conflagration de la seconde guerre mondiale, alors qu'il fallait resserrer les rangs du noyau de cadres existant et alors que les autres courants se réclamant de la révolution continuaient à hésiter — a fait que ce voeu de Trotsky ne s'est pas réalisé alors. Ce ne fut pas non plus possible dans les années suivantes. Mais depuis la fin du stalinisme, alors que les forces révolutionnaires continuent à être éparpillées, la IV^e Internationale poursuit les tentatives de leur regroupement : les conférences internationales et européennes de la gauche anticapitaliste en sont l'exemple. De plus, au cours de la décennie passée, de nouvelles organisations issues de traditions différentes (le RPM-M des Philippines ou le LPP du Pakistan) l'ont rejoint ou s'en sont rapprochés. Loin d'avoir réussi à regrouper l'ensemble des forces anticapitalistes à l'échelle mondiale, la IV^e Internationale poursuit cette tentative, toujours actuelle.

12. « Reconnaissance de la démocratie du parti, non seulement en paroles, mais aussi en actes **».** Alors que les partis staliniens étaient devenus monolithiques et soumis au « petit père des peuples », cette affirmation allait à contre-courant. La IV^e Internationale a toujours reconnu le droit de tendance en son sein, voire des fractions en situation de crise. Cela a parfois conduit à des scissions — ce n'est pas la démocratie interne qui en fut la cause, mais parfois ses manquements (tentatives d'imposer une tactique de construction à la majorité de la section française en 1952-1953) et toujours la faiblesse de l'organisation qui faisait que le maintien de son unité apparaissait comme secondaire. La capacité de la plus importante section de la IV^e Internationale — la Ligue communiste révolutionnaire de France — de tolérer en son sein non seulement des divergences d'opinion, mais même des pratiques différentes [6] a montré que, non sans tensions, la démocratie dans le parti reste une condition de sa construction....

Les acquis à préserver

Comme on l'a vu, les axes programmatiques de la IV^e Internationale, s'ils datent de 75 ans, restent pour une très large part d'actualité. C'est la raison fondamentale qui a permis à un courant minoritaire de durer et de continuer à jouer un rôle actif au sein de la classe ouvrière internationale.

Cela a aussi permis à la IV^e Internationale de poursuivre l'élaboration engagée lors de sa formation, de développer un marxisme vivant. Les résolutions programmatiques adoptées par ses congrès mondiaux en témoignent : l'analyse du déclin et de la chute du stalinisme en 1957, celle sur « Révolution socialiste et la lutte pour la libération des femmes » en 1979, celle sur « Dictature du prolétariat et démocratie socialiste » approfondissant le concept de la démocratie comme composante indispensable de la société de transition, débattue à partir de 1979 et adoptée en 1985, celle d'« Écologie et socialisme », celle « Sur la libération lesbienne/gay » en 2001 et celle de la crise climatique en débat en vue du prochain congrès mondial en 2010. Ce sont aussi très largement les débats au sein de la IV^e Internationale qui ont permis à Ernest Mandel, son principal dirigeant des années 1960-1990, de formuler une analyse novatrice du capitalisme tardif et des ondes longues dans l'économie capitaliste... [7] Économiste marxiste de renommée mondiale, Ernest Mandel insistait toujours sur le fait qu'il était « *d'abord un militant* » et tous les universitaires qui tentaient de l'inviter à donner des cours ou à participer à des colloques gardent en mémoire sa réponse : « *Je dois d'abord vérifier l'emploi du temps de la IV^e Internationale — qui est une priorité de mon engagement — avant de vous répondre si je pourrai venir...* »

Si la IV^e Internationale, restée minoritaire, n'a pas joué un rôle dirigeant dans les processus révolutionnaires qui ont suivi sa fondation, elle a toujours été capable de reconnaître des processus révolutionnaires, anti-impérialistes et socialistes, au-delà même de leurs directions, et de leur manifester une solidarité sans faille contre l'impérialisme. Nous avons clairement défendu les révolutions chinoise, yougoslave, vietnamienne, algérienne, cubaine, nicaraguayenne — ce qui a constitué une singularité de notre courant international y compris vis-à-vis d'autres mouvements trotskistes. De même elle a apporté son soutien internationaliste aux mouvements révolutionnaires et anticolonialistes en lutte contre l'impérialisme. En particulier, notre rapport à l'expérience de Che Guevara a traduit cette volonté de se lier aux processus révolutionnaires. La IV^e Internationale a aussi soutenu le début des processus des révolutions antibureaucratiques (Yougoslavie 1948, Berlin 1953, Pologne et Hongrie 1956, Tchécoslovaquie 1968, Pologne 1980-1981) en assurant une information à leur sujet et en organisant la solidarité avec eux. Alors que « *nombre de commentateurs réduisaient leur analyse du monde du siècle dernier aux camps ou aux États — États-Unis et l'ex-URSS — la IV^e Internationale mettait en avant la lutte des peuples et des travailleurs contre leur propre impérialisme et la bureaucratie soviétique* » [8]. Cet engagement révolutionnaire constant a permis à ce courant minoritaire de jouer un rôle au-delà de ses faibles forces militantes, en animant les mouvements de solidarité internationale contre la guerre coloniale en Algérie, contre l'agression impérialiste au Vietnam, en soutien aux luttes révolutionnaires des peuples latino-américains ou en soutien à la révolution antibureaucratique polonaise de 1980-1981 et contre son étouffement, mouvements qui ont permis à des nouvelles générations militantes de se distancier voire de s'émanciper de l'emprise stalinienne et social-démocrate.

Nouvelle époque, nouveau programme, nouveaux partis... nouvelle Internationale

L'effondrement final du stalinisme, dont les continuateurs sont passés avec armes et bagages du côté de la restauration capitaliste dans les pays de l'Europe centrale, en URSS, en Chine et au

Vietnam, a mis fin à l'époque initiée par la contre-révolution stalinienne en URSS. Le mouvement ouvrier traditionnel — tant la social-démocratie dont la survie tenait à son rejet de la dictature bureaucratique au nom d'une idéalisation de la démocratie bourgeoise, que les partis se disant communistes, qui idéalisaient la dictature bureaucratique — s'est trouvé privé de son identité. Sous les coups de l'offensive capitaliste visant, au travers de la mondialisation, à remettre en cause les acquis sociaux des travailleurs pour accroître le taux du profit, le mouvement ouvrier traditionnel, privé de ses références, a cherché à s'adapter, cédant ses lignes de défense l'une après l'autre. Tant la social-démocratie que les ex-staliniens ont abandonné la perspective du socialisme, c'est-à-dire celle d'une société égalitaire, démocratique, collectiviste. Certains de ces partis ont été jusqu'à rejeter l'identité socio-politique du mouvement ouvrier — tel le New Labour (nouveau parti travailliste) britannique sous la houlette de Tony Blair, ou la majorité du Parti communiste italien, devenu successivement Démocrates de gauche puis, abandonnant même toute référence à la « gauche », le Parti démocrate. C'est aussi le cas de nombreux dirigeants des partis traditionnels de la gauche qui n'ont pas encore réussi à faire ce saut qualitatif d'adaptation idéologique, comme Bertrand Delanoë, qui n'hésite plus à s'affirmer « libéral » [9]. Certains partis de l'Internationale socialiste ont définitivement sombré, tel l'Action démocratique au Venezuela dont le président fut responsable du massacre de la population révoltée en 1989 (« Caracazo »).

Le mouvement ouvrier traditionnel s'en est trouvé profondément affaibli. Les syndicats historiques ont perdu beaucoup de leurs membres de même que les partis politiques de la gauche traditionnelle. La représentation politique de ceux qui vendent leur force de travail s'est profondément affaiblie, les partis traditionnels étant de moins en moins perçus par les travailleurs comme représentant leurs intérêts.

Contrairement à ce qu'affirmaient les chantres de la « fin de l'histoire », la lutte des classes ne s'est nullement arrêtée pour autant. Au contraire, face aux contre-réformes impulsées par la bourgeoisie — et souvent soutenues quand ce n'est pas conduites par la gauche traditionnelle social-libérale — les luttes ouvrières continuent et se radicalisent. La légitimité du capitalisme — qui se prétendait « vainqueur » après 1991 — comme celle de sa « mondialisation » sont de plus en plus remises en cause. L'actuelle crise économique va encore renforcer ce phénomène. Cela crée un espace pour une nouvelle gauche, radicale, anticapitaliste.

A gauche, de nouveaux partis plus radicaux ont commencé à apparaître. Leur indépendance face aux institutions étatiques bourgeoises varie. Là où les révolutionnaires disposent de forces réduites et où des courants en rupture partielle avec les partis politiques traditionnels ont préservé un enracinement institutionnel, ces partis restent tributaires de leur institutionnalisation, comme ce fut le cas du Parti de refondation communiste (PRC) en Italie — qui a sombré après son intégration dans le gouvernement de Romano Prodi — et comme c'est le cas de Die Linke en Allemagne, dont la majorité de la direction aspire à intégrer un gouvernement même en position soumise aux forces social-libérales. De tels partis ont un caractère transitoire : ils éclateront (ou sombreront) s'ils déçoivent les aspirations populaires placées en eux en entrant dans des gouvernements de gestion de la crise capitaliste.

D'autres nouveaux partis sont en voie de constitution, qui au contraire se donnent une perspective de rupture avec le capitalisme, de défense jusqu'au bout des intérêts des travailleurs. C'est le cas en France avec la construction du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) à l'initiative de la LCR, section française de la IV^e Internationale, en Pologne avec celle — à l'initiative des syndicalistes radicaux du syndicat libre « Août 80 » — du Parti polonais du travail (PPP), au Pakistan avec le Parti travailliste du Pakistan (LPP) ; en Italie, à la suite de la clarification fondée sur l'expérience pratique du PRC, une nouvelle Gauche critique a vu le jour, au Brésil, à la suite de l'expérience désastreuse du gouvernement Lula, un nouveau parti — le Parti Socialisme et Liberté (PSoL) — est apparu... Les militants de la IV^e Internationale participent à la construction de ces nouveaux partis.

En 1995, le XIV^e congrès mondial de la IV^e Internationale affirmait déjà : « *la période actuelle combine une crise du mouvement ouvrier international qui libère de nouvelles perspectives de débats et de recomposition politique à moyen terme, et des rapports de forces sociaux et idéologiques, qui empêchent pour le moment toute possibilité de transcroissance qualitative dans la construction de l'avant-garde révolutionnaire à l'échelle mondiale. (...) Beaucoup d'organisations provenant d'autres traditions que la nôtre et conservant leurs objectifs révolutionnaires sont amenées à réviser leurs points de repère historiques à la lumière du bilan final du stalinisme et de l'effondrement du soi-disant "camp socialiste". (...) Ainsi tel repère, qui pouvait apparaître par le passé comme un trait singulier du "trotskisme", pourra être considéré d'une toute autre manière à l'avenir. Certaines références historiques qui renvoyaient aux clivages et ruptures complexes au sein du mouvement communiste des années trente vont être relativisées, au profit d'une revalorisation de la séparation classique et fondamentale entre "révolutionnaires" et "réformistes", voire entre social-démocrates et anticapitalistes.* » [10] En 2003, le XV^e congrès mondial poursuivait : « *La nouvelle phase politique de réorganisation pose d'emblée le problème d'une nouvelle Internationale anticapitaliste/anti-impérialiste, révolutionnaire de masse. (...) Sa force d'impulsion provient d'un mouvement de résistance d'emblée internationale contre une nouvelle étape d'internationalisation du capitalisme, sa politique et ses institutions.* » [11]

Depuis 1933 le courant de la IV^e Internationale s'est donné pour but la construction d'une Internationale révolutionnaire de masse. Trois quarts de siècle plus tard, la IV^e Internationale, produit d'une période marquée à la fois par la force propulsive de la révolution russe et par le poids de sa longue défaite sous les coups de la contre-révolution stalinienne, n'a toujours pas réussi à réaliser cet objectif historique. La nouvelle époque ouverte par la fin du « *court XX^e siècle* », permettant de « *féconder d'un contenu révolutionnaire* » les processus de réorganisation en cours du mouvement ouvrier, remet aujourd'hui à l'ordre du jour cet objectif, comme en témoigne la naissance de nouveaux partis anticapitalistes. Le programme et la réalité militante de la IV^e Internationale vont au-delà de son histoire tumultueuse et lui permettent de s'engager dans la construction d'une nouvelle Internationale. Celle-ci ne se décrète pas. Les processus de construction de nouveaux partis dans chaque pays sont tributaires des histoires discordantes de la lutte des classes à l'échelle nationale. Les rythmes seront inégaux. Les expériences d'une nouvelle gauche seront diverses. A l'échelle internationale, cela passera par des regroupements spécifiques autour des débats et des actions communes d'organisations diverses. Mais les succès dans la construction de nouveaux partis anticapitalistes des uns enrichiront aussi la pratique des autres. Cependant la IV^e Internationale fera tout son possible pour qu'une « *nouvelle Internationale anticapitaliste/anti-impérialiste* » voie le jour.

Paris, septembre 2008

P.-S.

* Paru dans Inprecor N° 541-542, septembre-octobre 2008.

* Jan Malewski, rédacteur d'Inprecor, est membre du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Notes

[1] Son lieu fut tenu secret et il a été annoncé qu'elle s'est tenue en Suisse... Ce qui n'empêchera pas la participation active d'un agent stalinien, Mark Zborovsky, dit Étienne, recruté par le Guépéou pour infiltrer la IV^e Internationale, démasqué seulement en 1956, qui participait à l'édition du Bulletin de l'Opposition (en russe) aux côtés de Léon Sedov (fils de Trotsky, décédé

dans des conditions suspectes le 16 février 1938 dans une clinique parisienne, assassiné par le Guépéou ou — c'est l'hypothèse avancée par les docteurs Jean-Michel Krivine et Marcel-Francis Kahn — victime d'un chirurgien particulièrement incompetent : cf. les Cahiers Léon Trotsky, mars 1983, n°13). Lors de cette conférence Zborovsky ne sera pas élu membre du Comité exécutif internationale mais c'est lui qui rapportera sur la question de l'URSS...

[2] *Les congrès de la Quatrième Internationale, 1 — naissance de la IV^e Internationale 1930-1940*, éd. la Brèche, Paris 1978, p. 228-229.

[3] « Déclaration des 4 » — Opposition communiste de gauche, Socialistische Arbeiderpartei (Allemagne), Revolutionair socialistische partij (Hollande) et Onafhankelijk socialistische partij (Hollande), reproduite dans *Les congrès de la Quatrième Internationale, 1 — naissance de la IV^e Internationale 1930-1940*, éd. la Brèche, Paris 1978, p. 98-100 et dans Daniel Bensaïd, « Les années de formation de la IV^e Internationale », *CER* n° 9, 1988, IIRF Amsterdam, p. 12.

[4] L'auteur de cet article fut de ceux qui, au sein de la section française, se sont opposés par conservatisme à l'orientation qui a donné naissance aux premiers syndicats indépendants SUD, convaincu à tort que cet espace n'existait pas... C'est l'occasion de réaffirmer mon autocritique !

[5] Cité par Daniel Bensaïd, op. cit. p. 15.

[6] Ainsi les camarades, minoritaires, qui se sont engagés contre la LCR (menant la campagne autour de la candidature d'Olivier Besancenot à la présidentielle de 2007) dans une autre campagne présidentielle, celle de José Bové, n'ont pas été exclus... La possibilité de tester ainsi deux tactiques différentes a permis de tirer un bilan pratique et de réunifier largement l'organisation, la majorité des camarades minoritaires ayant pu tirer le bilan de leur orientation qui s'est avérée erronée.

[7] Cf. E. Mandel, *Le Troisième âge du capitalisme* (édition revue et corrigée par l'auteur), Éditions de la Passion, Paris 1997. L'autre contribution importante d'Ernest Mandel à la théorie économique marxiste, *Long waves in capitalist development (Les Ondes longues du développement capitaliste)*, parue en anglais en 1980 et dans une édition révisée en 1995 (éd. Verso, Londres) devrait enfin paraître en traduction française revue par l'auteur...

[8] François Sabado, « Aux origines de la IV^e Internationale », *Rouge* n° 2266 du 18 septembre 2008.

[9] cf. Bertrand Delanoë et Laurent Joffrin, *De l'audace*, éd. Robert Laffont, Paris 2008.

[10] Résolution « Construire l'Internationale aujourd'hui » adoptée par le XIV^e congrès mondial (5-10 juin 1995). cf. *Inprecor*, n° hors série, supplément au n° 398 de février 1996.

[11] Résolution « Rôle et tâches de la IV^e Internationale » adoptée par le XV^e congrès mondial (8-14 février 2003). cf. *Inprecor*, n° hors série, supplément au n° 488 de décembre 2003.